

présentée par l'industrie alimentaire intéressée plutôt que par le fabricant de produits chimiques.

En outre, le ministère consulte les autres ministères qu'intéresse l'aliment en question, à cause des lois dont l'application ressortit à ces ministères.

SUBVENTIONS À LA LUTTE ANTICANCÉREUSE

M. Follwell:

Quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il dépensée dans chaque province, au cours de chaque année, à titre de subventions à la lutte anticancéreuse, depuis l'inauguration du programme national de subventions pour fins de santé?

M. Robertson:

	Somme dépensée 1948-1949	Somme dépensée 1949-1950	Somme dépensée 1950-1951	Somme dépensée 1951-1952	Somme dépensée 1952-1953	Somme approuvée 1953-1954
	\$	\$	\$	\$	\$	(au 1 ^{er} février) \$
Terre-Neuve.....	—	45,415	54,309	41,746	40,730	52,308
Île du Prince-Édouard.....	5,010	10,582	9,365	9,306	8,070	11,036
Nouvelle-Écosse.....	36,380	61,158	67,733	45,165	62,755	83,338
Nouveau-Brunswick.....	121,742	29,925	82,863	75,865	100,949	131,184
Québec.....	170,418	246,069	646,083	951,404	885,472	928,785
Ontario.....	56,750	174,364	206,828	242,780	256,329	350,000
Manitoba.....	38,336	42,111	57,886	78,861	137,029	135,431
Saskatchewan.....	234,671	232,444	228,705	227,186	214,785	210,244
Alberta.....	154,979	206,821	227,096	231,942	242,600	241,917
Colombie-Britannique.....	48,355	86,466	112,238	137,837	178,159	195,126
Territoires du Nord-Ouest.....	—	—	—	—	400	1,128
Yukon.....	—	—	—	—	—	—
Toutes les provinces.....	866,641	1,135,337	1,693,106	2,042,092	2,127,278	2,340,497

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT QUI NE SONT PAS CITOYENS CANADIENS

M. Fulton:

1. Depuis le commencement de l'année financière 1950-1951 jusqu'à ce jour, combien de personnes le gouvernement fédéral a-t-il engagées, soit à titre de fonctionnaires, soit en qualité de représentants, (à l'exclusion des employés de bureau, des manœuvres ou des artisans, employés à titre temporaire par les services diplomatiques, commerciaux ou militaires canadiens d'outre-mer), qui a) ne sont pas citoyens canadiens, ou b) sont ressortissants ou citoyens de quelque autre pays, en plus d'être citoyens canadiens?

2. A l'égard de ces personnes, quels sont les noms a) de celles qui sont employées en qualité de représentants outre-mer, b) de celles qui sont employées au Canada et qui n'ont pas signifié, dans une déclaration, leur intention de devenir citoyens canadiens, avec mention, dans chaque cas, (i) du nom du pays, autre que le Canada, dont elles sont citoyens ou ressortissants, et (ii) de la nature de leur emploi ou service?

ACHATS ET VENTES DE BŒUF ET DE PORC

M. McCullough (Moose-Mountain):

1. Au cours de 1951 et de 1952, quelle quantité de bœuf le gouvernement a-t-il achetée?
2. Combien a-t-il payé la livre dans chaque cas?
3. Jusqu'à ce jour, quelle quantité de ce bœuf a-t-on vendue, à qui et à quel prix l'a-t-on vendue?
4. Au cours de 1951 et de 1952, quelle quantité de porc le gouvernement a-t-il achetée?
5. Combien a-t-il payé la livre dans chaque cas?
6. Jusqu'à ce jour, quelle quantité de ce porc a-t-on vendue, à qui et à quel prix l'a-t-on vendue?
7. Quelles sommes représentent les frais d'entreposage et(ou) de transformation de ce bœuf et de ce porc et à qui a-t-on versé de telles sommes?

BOVINS ABATTUS—SOMME VERSÉE AUX PROPRIÉTAIRES

M. McCullough (Moose-Mountain):

1. Au cours de 1951 et de 1952, quel a été le nombre de bovins abattus en vertu de la loi sur les épizooties?

2. Quelle somme a-t-on versée aux propriétaires à l'égard de chaque bovin de race et(ou) de chaque bovin classé?

L'ÉNERGIE ATOMIQUE

UTILISATION DU TEMPS DE PAIX À DES FINS INDUSTRIELLES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. George H. Hees (Broadview): Je veux poser au premier ministre supplant une question dont je lui ai donné avis. Étant donné la déclaration que le président Eisenhower a faite hier, déclaration que rapporte la *Presse associée* et d'après laquelle, le gouvernement des États-Unis "se propose de mettre fin au monopole d'État en ce qui a trait à l'usage en temps de paix de l'énergie atomique à des fins industrielles", le Gouvernement du Canada a-t-il l'intention d'agir de même prochainement?

Le très hon. C. D. Howe (premier ministre suppléant): La ligne de conduite du gouvernement consiste à appliquer les règlements sécuritaires convenus entre les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada. Ces restrictions ont été, à l'occasion, relâchées et le Canada s'en est toujours tenu à la pratique prescrite par l'entente entre les trois pays. Il n'est pas